



PRINCIPAUX POINTS À RETENIR DE LA REVUE CONSULTATIVE DES ACTEURS NON ÉTATIQUES AFRICAINS SUR LES RÉSULTATS DE LA COP29 ET LA ROUTE VERS BELEM

Addis-Abeba, Ethiopie - 12 février 2025



Le 12 février 2025, la PACJA a organisé une réunion consultative d'une journée avec les acteurs non étatiques africains pour examiner les résultats de la COP29 et la route vers Belém. Le thème de la réunion : « Assurer la justice climatique pour l'Afrique dans un monde multipolaire pendant l'Année des réparations », a attiré des représentants d'ONG, de groupes autochtones, de femmes, de jeunes, de syndicats, de groupes d'agriculteurs, de personnes handicapées, d'éleveurs pastoraux et d'acteurs du secteur privé, entre autres.

L'événement a été honoré par la présence de dignitaires de haut niveau, à savoir : Dr Mithika Mwenda, directeur exécutif de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, S.E Adam Drury, ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'Union africaine, Jihane EL GAOUZI, responsable de l'environnement durable, SEBE, AUC, qui représentait Harsen Nyambe, directeur, SEBE, AUC, Beza Berhanu, chargé de programme pour le groupe environnement et climat, coopération au développement régional pour l'Afrique, représentant Joachim Beijmo, chef de la coopération au développement régional, ambassade de Suède, Éthiopie et Priego Fernández-Martos, Pedro, chef de mission adjoint, ambassade d'Espagne.

Discours d'ouverture de haut niveau : qu'en est-il ressorti ?

S.E. Adam Drury, ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'Union africaine, a informé les participants que son pays reconnaît que l'Afrique contribue moins aux émissions mondiales de GES, c'est pourquoi il s'associe à l'Union africaine pour relever les défis liés au changement climatique, notamment en améliorant les systèmes de flux de financement climatique.

Le Dr Amany Asfour, président de l'Africa Business Council et président de FEMNET, a souligné le rôle crucial des acteurs non étatiques dans la poursuite de la justice climatique. Elle a souligné que l'Afrique est devenue un important fardeau face aux catastrophes climatiques. Le Dr Asfour a appelé à accroître les investissements dans les économies vertes et bleues, ainsi que dans les énergies renouvelables. Cependant, elle a également noté que le chemin vers l'action climatique ne devrait pas négliger le secteur privé, qu'elle a décrit comme étant moins autonome.

Au cours de la réunion, le Dr Mithika Mwenda, directeur exécutif de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA), a souligné l'importance pour les pays de renforcer leurs partenariats. Il a fourni des exemples de collaborations Sud-Sud et Nord-Sud actuelles, affirmant que l'Afrique mérite de défendre ce qui lui revient de droit.

Mme Beza Berhanu, chargée de programme pour le groupe Environnement et climat à la Coopération régionale pour le développement de l'Afrique, représentant Joachim Beijmo, chef de la coopération régionale pour le développement à l'ambassade de Suède en Éthiopie, a souligné le besoin urgent de financement climatique pour permettre aux pays africains de faire face aux impacts du changement climatique. Elle a appelé à une augmentation substantielle du financement et a exhorté le secteur privé à s'impliquer dans le processus.



➤ Analyse du contexte évolutif et de ses implications sur la diplomatie climatique de l'Afrique : rétrospective et prospective



La discussion a été marquée par les réflexions de plusieurs experts, dont le Dr Augustine Njamnshi, président des affaires techniques et politiques à l'Alliance panafricaine pour la justice climatique. Il a examiné les implications de l'évolution de la géopolitique sur l'agenda climatique de l'Afrique. Le Dr Hanne Knaepen, responsable de l'action climatique et de la transition verte à l'ECDPM, a exploré la promotion de partenariats UE-Afrique axés sur l'adaptation à la lumière de la montée des gouvernements de droite anti-climatiques dans le Nord. Le Dr Cromwel Lukorito, président du groupe de travail 2 du GIEC, a partagé la position du GIEC sur l'atténuation et l'adaptation. Enfin, le Dr Olufunso Somorin, responsable régional principal à la Banque africaine de développement, a contribué à la discussion.

Cette session a été une excellente occasion de développer une compréhension globale des résultats de la COP29, de leurs implications pour l'Afrique et des moyens de faire progresser le discours mondial sur le climat. Les intervenants ont réfléchi à la dynamique géopolitique entre les parties prenantes africaines et ont identifié les changements nécessaires pour positionner efficacement l'action climatique. Enfin, les participants ont pris le temps de définir une voie à suivre pour que les acteurs non étatiques s'engagent efficacement dans la promotion de la justice climatique et économique d'ici 2025.

Le Dr Augustine Njamnshi, président des affaires techniques et politiques de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, a mis en lumière les implications de l'évolution de la géopolitique sur l'agenda climatique de l'Afrique. Son intervention a porté sur une profonde préoccupation concernant l'intersection entre le changement climatique, la justice sociale et la collaboration internationale, en particulier dans le contexte des défis de développement de l'Afrique.



Dr Augustine a souligné les points clés suivants :

Crise climatique et guerre

Dr Augustine a souligné la « guerre climatique » en cours qui cause des dommages importants aux populations et a suggéré que les pays privilégient souvent le financement militaire au détriment de l'action climatique, ce qui conduit à des injustices sociales.

La malédiction des ressources en Afrique

Il a évoqué la malédiction des ressources et a noté que les pays riches en ressources souffrent de la pauvreté et des violations des droits de l'homme en raison de l'exploitation et des conflits liés à ces ressources. Il a donné des exemples de la RDC et du Soudan.

Engagements mondiaux en matière de développement

Il a noté l'inquiétude que les engagements mondiaux en matière de développement, tels que les Objectifs du Millénaire pour le développement et les Objectifs de développement durable, soient menacés. Il a remis en question l'efficacité des engagements répétés sans action concrète.

Problèmes liés au financement climatique

Dr Augustine Njamnshi a souligné l'injustice du financement climatique, où les prêts sont souvent plus répandus que les subventions. Il a expliqué que cette injustice crée un « flux inverse » d'argent, où les pays en développement finissent par rembourser aux pays développés plus qu'ils ne reçoivent pour l'action climatique.

Montée des mouvements d'extrême droite

Sur ce point, le Dr Augustine a noté la montée des mouvements d'extrême droite dans les pays du Nord qui menacent les efforts multilatéraux de lutte contre le changement climatique. Il a décrit la situation comme un appel à une réflexion critique sur les actions des mouvements progressistes. Il a appelé à une révision des engagements passés et a souligné la nécessité pour les nations africaines de prendre position et de ne pas rater les opportunités actuelles d'action et de justice climatique.

Promouvoir le partenariat UE-Afrique sur l'adaptation, notamment face à la montée des gouvernements d'extrême droite anti-climatiques dans le Nord

La question du financement de l'adaptation en Afrique nécessite des partenariats multipartites. Dans ce contexte, l'Union européenne et l'Afrique ont déployé des efforts pour aborder l'action climatique dans de nombreux secteurs dans le cadre de leur partenariat. Mais actuellement à une montée des mouvements d'extrême droite anti-climat, qui risquent d'entraver ces efforts.

Dr. Hanne Louise Knaepen, Responsable de l'action climatique et de la transition verte à l'ECDPM, a partagé ses idées sur la promotion du partenariat UE-Afrique sur l'adaptation, notamment face à la montée des gouvernements d'extrême droite anti-climat dans le Nord.

Dans son intervention, Dr Hanne a évoqué la complexité de l'interaction entre les mouvements politiques en Europe, le financement climatique et la coopération internationale sur les efforts d'adaptation, en particulier en ce qui concerne l'Afrique. Son intervention a abordé les points clés suivants :

Déficit de financement de l'adaptation

Sur ce point, Hanne a mentionné le déficit de financement de l'adaptation important et croissant en Afrique, estimé à 46 milliards de dollars par an d'ici 2030. Elle a expliqué que l'UE et ses États membres sont des contributeurs majeurs au financement de l'adaptation, où ils ont fourni près de 30 milliards de dollars en 2023. Cependant, elle a soulevé les questions de transparence et d'allocation de ces fonds.

Fragmentation de l'agenda climatique

Elle a mentionné ici que l'agenda climatique de l'Union européenne est fragmenté, ce qui rend difficile pour l'UE de présenter une position unifiée sur l'adaptation climatique, en particulier sur l'Afrique. Elle a souligné que cette fragmentation est influencée par la montée des mouvements de droite à travers l'Europe qui privilégient la sécurité et la défense par rapport à l'action climatique.

Sur les mouvements de droite et la politique climatique

Faisant allusion à la montée des gouvernements de droite en Europe, elle a mentionné que cela a conduit à une perception de la migration liée au climat comme une menace pour la sécurité plutôt qu'un problème de développement. Elle a dit que ce changement conduit à un détournement des ressources de l'adaptation climatique vers le contrôle des frontières et les accords militaires.

Impact sur la coopération internationale.

Dr Hanne a souligné l'influence croissante des intérêts des combustibles fossiles et la priorité accordée à la sécurité nationale par rapport à la coopération climatique. Elle a averti que cela pourrait affaiblir la diplomatie climatique multinationale et la crédibilité de l'UE en tant que partenaire climatique.



Dr. Hanne Louise Knaepen, Responsable de l'action climatique et de la transition verte à l'ECDPM

La nécessité de continuer à se concentrer sur l'adaptation

Malgré les défis, Hanne a déclaré qu'il était nécessaire que l'Europe maintienne ses efforts d'adaptation au changement climatique, car cela est essentiel pour soutenir l'action climatique internationale et maintenir les relations diplomatiques avec les pays africains.

Les changements géopolitiques

Elle a noté que la guerre en cours en Ukraine et d'autres facteurs géopolitiques conduisent à des réaffectations budgétaires au sein de l'Europe, ce qui complique encore davantage le paysage du financement climatique et des efforts d'adaptation.

Le GIEC Vis à Vis l'atténuation et l'adaptation : les perspectives du Dr Cromwel Lukorito, président du GT2 du GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié dans son sixième rapport d'évaluation, en particulier le Groupe de travail II sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité et le Groupe de travail III sur l'atténuation du changement climatique, des informations clés sur l'atténuation et l'adaptation pour l'Afrique.

Le Dr Cromwel Lukorito, président du Groupe de travail II du GIEC, a partagé ses réflexions sur une vision globale des défis et des stratégies liés à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique, en particulier dans le contexte des besoins et des aspirations de l'Afrique.

Vulnérabilité croissante

Il a évoqué le rapport R6 du GIEC récemment publié, qui souligne que les régions vulnérables, en particulier le continent africain, sont confrontées à des menaces croissantes liées au changement climatique, ce qui nécessite de mettre davantage l'accent sur les stratégies d'adaptation.

Adaptation versus atténuation

Le Dr Lukorito a mentionné que les rapports du GIEC accordent la priorité à l'adaptation mais soulignent également la nécessité de considérer l'atténuation. Il a préconisé une répartition équilibrée des ressources entre les efforts d'adaptation et d'atténuation.

Nécessité d'une action fondée sur des preuves

Il a exhorté à ce que le financement de l'adaptation soit éclairé par des éléments de preuve et des faits solides. Il a souligné la nécessité d'un groupe de réflexion scientifique en Afrique pour guider l'action climatique.

Dynamique des partenariats

Il a discuté sur l'importance de positionner l'Afrique comme un leader dans la gestion de ses besoins d'adaptation au sein des partenariats internationaux, soulignant que le soutien devrait s'aligner sur les priorités de l'Afrique.

L'écart entre les accords et l'action

Le Dr Cromwell a souligné l'écart croissant entre les accords sur le climat et leur mise en œuvre réelle et a averti que sans réorganisation de la diplomatie climatique, les efforts pourraient se réduire à de simples formalités sans résultats concrets.

Action collective

Le Dr Cromwell a plaidé pour une action collective fondée sur des responsabilités partagées, soulignant que l'adaptation ne devrait pas être traitée simplement comme un problème local mais comme une préoccupation mondiale qui nécessite une collaboration entre tous les acteurs et parties prenantes.



Dr Cromwel Lukorito
Président du Groupe d'experts
intergouvernemental sur l'évolution du
climat (GIEC), GT 2

La position de la Banque africaine de développement: réflexions du Dr Olufunso Somurin

Conformément au thème de la session, le Dr Olufunso Somurin, Responsable régional principal à la Banque africaine de développement, a souligné l'importance de la planification stratégique, du financement innovant et de la redéfinition des partenariats pour relever efficacement les défis liés au changement climatique en Afrique. Il a partagé ses réflexions sur les points clés suivants :

Action climatique globale

Le Dr Olufunso Somurin a déclaré qu'il était nécessaire d'adopter une approche stratégique et globale de l'action climatique, soulignant que si les réponses immédiates sont cruciales, la planification à long terme est essentielle.

Financement innovant

Il a souligné qu'il existe un décalage entre les initiatives d'action climatique et les ressources financières. Il a ajouté qu'il était important d'explorer des méthodes de financement innovantes pour soutenir les projets de développement résilients au climat et à faible émission de carbone.

Mobilisation des ressources

Il a exhorté les pays à allouer une part importante de leur budget annuel (10 à 15 %) à des projets de développement résilients au climat et à faible émission de carbone. Il a souligné qu'il s'agissait d'une occasion manquée si elle n'était pas exploitée.

Redéfinition des partenariats

Il a appelé à la redéfinition des partenariats dans l'action climatique, en veillant à ce que les nations africaines soient proactives dans la conception de leurs partenariats plutôt que d'attendre des invitations extérieures. Il a expliqué que cela inclut la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement et de la société civile.

Engagement local

Il a souligné l'importance de l'engagement et des contributions locales. Il a souligné la nécessité d'un système qui permette une participation significative des différents niveaux de la société. Sur les objectifs de financement climatique

Le Dr Olufunso a déclaré que la BAD a l'intention d'augmenter son financement climatique à plus de 50 % de son financement total du développement avec des investissements importants prévus pour l'action climatique.

Crise de leadership

Il a souligné la question du leadership lorsque la crise climatique est présentée non seulement comme un problème environnemental ou financier mais comme une crise de leadership. Il a suggéré que cela nécessite une réévaluation des processus de leadership et de prise de décision.



Dr Olufunso Somurin
Principal Regional Officer, AfDB

Introspection des résultats de la COP29 de la CCNUCC:

Les gains et les échecs de l'Afrique et les implications générales des décisions prises pour l'avenir de la diplomatie climatique



Les intervenants Julius N'goma, Julius Mbatia, Martha Bekele et Obed Koringo (en ligne) ont partagé leurs points de vue sur les résultats de la COP29

Introspectée par des experts dans les domaines de l'adaptation, du financement climatique et des pertes et dommages, cette session a bénéficié des éclairages d'experts d'Obed Koringo, conseiller politique principal de Care International, qui a exploré les résultats de la COP29 sur l'adaptation et la feuille de route pour garantir l'objectif mondial d'adaptation et ses moyens de mise en œuvre à Belém ; Julius Ngoma, coordinateur du réseau de la société civile sur le changement climatique du Malawi, qui a parlé de faire des réparations pour les pertes liées au changement climatique une réalité - Progrès dans l'agenda des pertes et dommages ; Julius Mbatia, négociateur, financement climatique, qui a commenté les principaux résultats sur le financement climatique du NCQG et Martha Bekele, cofondatrice de DevTransform, qui a partagé ses idées sur les actions prioritaires pour garantir les réparations liées au financement et aux finances de 1,3 billion de dollars. Cette session dirigée par des experts et la participation active en plénière ont abordé les idées clés suivantes :

Financement de l'adaptation

Les participants à la plénière ont exprimé une forte inquiétude concernant le financement climatique pour l'Afrique. Ils ont souligné la nécessité d'augmenter le financement de l'adaptation, préconisant que les discussions se concentrent sur le fait de « plus que doubler » les niveaux de financement actuels au lieu de les doubler simplement. Ce sentiment reflète la conviction que les engagements financiers existants sont insuffisants.



Implication des jeunes

L'importance de la participation des jeunes aux discussions sur le climat est soulignée. Le sentiment exprimé est que si les jeunes africains ne sont pas inclus dans les processus de prise de décision, ils risquent d'être marginalisés.

Complexité du financement climatique

Des critiques ont été présentées concernant la complexité de l'accès au financement climatique, en particulier pour les petits exploitants agricoles qui opèrent souvent dans des contextes informels. Cette complexité entrave la distribution efficace des fonds à ceux qui en ont le plus besoin.

Relations donateurs-bénéficiaires

Les panélistes ont discuté des relations existantes entre donateurs et bénéficiaires de subventions. Les discussions ont insisté sur la nécessité de réformer les relations donateurs-bénéficiaires, soulignant qu'elles ne sont souvent pas inclusives ou démocratiques. Ils ont appelé à une approche plus équitable du financement climatique.

Nouveaux modèles commerciaux

Il a été suggéré d'explorer de nouvelles formes de relations commerciales et de mécanismes financiers au-delà des subventions et des prêts traditionnels, tels que les actions et les garanties, pour débloquer des capitaux pour les projets d'adaptation.

Engagement de la société civile

Il est important que la société civile soit activement impliquée dans les dialogues sur les politiques climatiques, car sa voix est essentielle pour garantir la responsabilité et la transparence du financement climatique.

Engagement multilatéral

L'importance de l'engagement de l'Afrique dans les discussions multilatérales, notamment à la lumière de l'évolution de la dynamique au sein de groupes comme le G20 et les BRICS, a été soulignée. En outre, l'accent a été mis sur le rôle, la considération et l'implication de l'Afrique pour affirmer sa position dans ces forums.



PRINCIPAUX POINTS À RETENIR DE LA REVUE CONSULTATIVE DES ACTEURS NON ÉTATIQUES AFRICAINS SUR LES RÉSULTATS DE LA COP29 ET LA ROUTE VERS BELEM

Addis-Abeba, Ethiopie - 12 février 2025